

s'achemine depuis longtemps à New-York par la voie des lacs, on verra qu'un simple *zollverein* ou traité qui n'aurait pas un but politique et qui ne serait pas appuyé par quelque puissance politique n'équivaudrait qu'à un chiffon de papier dans les circonstances où nous nous trouvons. (Écoutez ! écoutez !) Le reproche qui nous est fait de ne nous être pas prononcés hardiment pour une union législative au lieu d'une confédération avec juridictions locales, mérite quelque attention de notre part. A ce reproche, je répondrai que si nous avions eu, comme on le voulait il y a vingt ans, un chemin de fer intercolonial, peut-être alors, mais seulement à cette condition, aurions nous été en mesure de nous unir sous l'égide d'un seul gouvernement ; mais certains hommes politiques, aidés de capitalistes, ayant fait tomber ce projet il y a vingt ans, des intérêts particuliers ont pris la place que de grands intérêts d'une nature générale eussent pu alors occuper ; les droits acquis et les ambitions de localités surgirent et furent reconnus, toutes choses dont il fallut bien admettre l'existence lorsque nos conférences eurent lieu. (Écoutez !) La leçon que nous avons à tirer du quart de siècle ainsi perdu pour les anglo-américains, est que si nous perdons l'occasion propice que nous avons à présent, nous verrons que dans quelques années il sera aussi difficile de s'entendre au sujet de n'importe quelle union, (l'union américaine exceptée) qu'il l'eut été l'année dernière à l'égard d'une union législative, à cause de la longue période qui s'était écoulée sans que ces provinces eussent de relations entre elles, et par suite des intérêts spéciaux qui s'étaient créés et développés dans chacune d'elles pendant ce temps. (Applaudissements !) Il est un autre motif, ou plutôt une autre manière d'envisager le motif déjà donné en faveur d'une union immédiate de ces provinces, c'est cette tendance immodérée des démocrates américains à l'annexion de nouveaux territoires. Ils ont convoité la Floride, et ils l'ont absorbée ; la Louisiane, et ils l'ont achetée ; le Texas, et ils s'en sont emparés ; vint ensuite la guerre avec le Mexique, qui se termina en leur apportant la Californie. (Écoutez !) Ils font parfois mine de mépriser ces colonies tout comme si elles étaient indignes de leurs convoitises, mais si l'Angleterre ne nous avait pas servi d'égide, nous n'existerions pas aujourd'hui comme peuple. (Applaudissements !) L'annexion du Canada a été la

première ambition de la confédération américaine, ambition à laquelle elle n'a jamais renoncé, même quand ses troupes ne formaient qu'une poignée d'hommes et que sa marine se composait à peine d'une escadre. Est-il raisonnable de supposer qu'elle y renoncera, maintenant qu'elle compte les canons de sa flotte par milliers et ses troupes par centaines de mille ! A cet égard, l'archevêque d'Halifax, le Dr. CONNOLLY, a fait connaître son opinion dans une lettre récemment publiée. Qui donc est l'archevêque d'Halifax ? Dans les colonies maritimes, où il a exercé son ministère pendant près d'un tiers de siècle, cette question serait absurde ; mais en Canada, il se peut qu'il ne soit pas aussi avantageusement connu. Quelques uns de mes hons. amis de cette chambre et de l'autre, et qui, l'année dernière, furent ses hôtes, ont dû pouvoir juger de ses qualités et de l'hospitalité cordiale qu'il leur a donnée. Eh ! bien, dans toutes ces colonies, il est connu comme un des hommes les plus sages et le plus élevé en dignités ; on sait là qu'il a été l'ami intime de feu son confrère si distingué l'archevêque HUGHES, de New-York, et qu'il connaît aussi bien les États-Unis que ces provinces. Les lignes qui vont suivre sont l'expression de ses vues sur ce point particulier ; la lecture en paraîtra peut-être longue, mais elles sont si bien écrites que je suis convaincu que la chambre me saura gré de lui donner connaissance du tout :

" Au lieu de faire comme des enfants qui, en murmurant, se laissent entraîner par le navire jusque sur le bord de la cataracte, nous devons sans délai prier et nous élancer vers la rive, avant que nous ne nous soyons trop avancés dans le courant. Nous devons, dans le moment le plus critique, invoquer l'arbitre des nations pour en obtenir la sagesse, et abandonner à temps notre périlleuse position ; nous élancer hardiment, et, même malgré les dangers des écueils, nous diriger vers la rive la plus rapprochée pour y trouver un abri plus sûr. Une incursion de cavalerie ou une visite de nos amis les " *féniens*," à travers les plaines du Canada et les fertiles vallées du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse, pourrait, dans une seule semaine, nous coûter plus que nous coûtera la confédération pendant 50 ans à venir. Et, si nous devons vous en croire, quelle sécurité avons-nous, même dans le moment actuel, contre un tel désastre ? Privés de la protection de la mère-patrie, par terre et par mer, et de la concentration dans une seule main, de toutes les forces de l'Amérique Britannique, les dangers de notre position ne sont que trop visibles. Quand les présentes difficultés se termineront, et qui peut en préciser le moment ? nous serons à la merci de nos voisins ; et, victorieux ou non, ils sont un peuple éminemment militaire. Malgré leur indifférence apparente